

Monsieur le Président
3, avenue des Noëlls -BP 64
44503 La Baule Cedex

Direction Territoriale du Morbihan

Affaire suivie par : Charlotte YANN

Rennes, le 1er juillet 2025

Objet : Révision générale du SCOT CapAtlantique La Baule-Guérande Agglo

Monsieur le Président,

Vous avez transmis, pour avis, le projet de révision du Schéma de Cohérence territoriale à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Bretagne, et je vous en remercie.

Après examen du dossier, un certain nombre de remarques ou de compléments sont à formuler afin d'assurer une prise en compte optimale des enjeux liés à l'artisanat et au commerce de proximité.

Sur le projet d'aménagement stratégique :

- La stratégie économique prévoit l'implantation des activités artisanales dans le tissu urbain, lorsqu'elles sont compatibles avec la proximité de l'habitat et reçoivent du public. Il serait utile de préciser que cette compatibilité ne concerne pas uniquement les activités recevant du public. Des artisans sans vitrine, comme les plombiers ou les petites unités de production, peuvent également s'insérer dans le tissu urbain lorsqu'ils sont bien intégrés.

Sur le document d'orientation et d'objectif :

- Les centralités : les localisations préférentielles privilégiées : La mixité fonctionnelle définie dans les centralités repose principalement sur les logements, commerces et services. Il serait intéressant d'y inclure également les activités artisanales, notamment celles exercées sans vitrine,

comme les artisans du BTP ou les petits ateliers relevant de la sous-destination industrie. Ces activités peuvent, avec des efforts de conception des projets, s'intégrer dans le tissu urbain et participent pleinement à la vitalité économique locale tout en répondant aux besoins, mais aussi en apportant des réponses en termes d'emplois.

- Renforcer l'armature commerciale des centralités territoriales : Je salue le choix de ne pas limiter les surfaces de vente dans les centralités définies comme localisations préférentielles. Cela permet aux centralités de s'adapter aux besoins du territoire et aux évolutions des modes de consommation, tout en consolidant une offre commerciale attractive. Ce positionnement renforce les centralités et soutient durablement le commerce de proximité.
- Sur la classification des commerces par fréquence d'achat : La classification proposée entre commerces dits « quotidiens » et « hebdomadaires » ne semble plus tout à fait en adéquation avec les pratiques actuelles de consommation. Aujourd'hui, les supermarchés, bien que classés en hebdomadaire, sont fréquentés quotidiennement par une majorité de ménages. À l'inverse, les boulangeries, charcuteries ou fleuristes, identifiés comme commerces du quotidien, sont souvent fréquentés de manière plus occasionnelle, notamment le week-end ou sur des temps disponibles. Il serait donc pertinent de réinterroger cette grille d'analyse pour mieux refléter les usages contemporains.
- Sur les autorisations commerciales en SIP connectés : L'autorisation d'implanter des commerces de fréquence d'achat quotidienne dans les SIP connectés, même sous conditions, entre en contradiction avec l'objectif affiché de renforcer l'armature commerciale des centralités. Ce choix risque de créer de nouvelles polarités périphériques et d'affaiblir durablement l'offre dans les centres-villes et centres-bourgs.
- Concernant l'autorisation des supermarchés en SIP déconnectés avec des surfaces pouvant aller jusqu'à 10 000 m², il convient d'être particulièrement vigilant. Ces très grandes surfaces, en périphérie isolée des centralités, risquent de renforcer l'étalement commercial et de fragiliser durablement le commerce de proximité ainsi que la vitalité des centres-villes et bourgs.
- Je comprends l'intérêt de permettre, sous conditions, la vente des produits de l'exploitation sur place. Cependant dans une logique de renforcement des centralités, notamment pour les métiers de bouche et l'offre alimentaire, multiplier les points de vente hors polarités dilue l'offre et affaiblit les autres polarités, centres-villes compris. Il serait préférable d'encourager ces ventes dans des espaces mutualisés en cœur de bourg, ce que d'autres territoires prescrivent de plus en plus.

- Accueil d'activités en tissu urbain mixte : Je suis favorable à cette prescription, qui va pleinement dans le sens des orientations que porte la Chambre de Métiers et de l'Artisanat. Favoriser l'implantation et le maintien d'activités artisanales, de services ou de petites unités de production dans le tissu urbain est un enjeu essentiel pour développer une véritable mixité fonctionnelle et répondre aux besoins économiques de proximité.
- Encadrement des surfaces commerciales en SIP : Je me demande s'il est prévu, à l'échelle du SCoT, un plafond de surface de vente maximum pour les SIP, qu'ils soient connectés ou déconnectés. Ce type de repère serait utile pour encadrer les nouvelles implantations, mais aussi les extensions de commerces déjà en place, et poser un cadre global à l'échelle du territoire.

Considérant ces éléments, La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Bretagne – Morbihan émet **un avis favorable, sous réserve de la prise en compte des remarques et réserves** mentionnées ci-dessus.

Espérant qu'ils vous apporteront une contribution utile à cette procédure de révision, sachez également que mes équipes et moi-même restons à votre disposition pour vous apporter l'expertise nécessaire sur le champ des Métiers.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma sincère considération,

Président

